



Libres de réduire notre consommation

Le 20 mars, une journée « sans viande » est organisée sur les campus de l'UNIL et de l'EPFL par l'association Unipoly. L'occasion de s'interroger sur la notion de liberté de consommation et son impact sur le climat avec Augustin Fragnière, qui achève une thèse sur la question.

Sophie Badoux

V viande suisse, et tout le reste n'est que garniture? Oui, manger local est une bonne chose pour l'environnement. Et supprimer la viande de nos assiettes n'est pas à l'ordre du jour, car l'élevage fait vivre des centaines de millions de personnes dans le monde et représente une source de protéines importante. Mais une réflexion à son sujet s'impose. L'industrie de l'élevage est responsable de 14,5% de toutes les émissions de gaz à effet de serre d'origine humaine, selon un rapport de la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) paru en septembre 2013. C'est plus que les émissions dues à l'ensemble des transports sur la planète. Avec l'augmentation de la population mondiale et celle de la consommation de viande dans les pays émergents, ces chiffres pourraient doubler au cours des quarante prochaines années. En 2012 en Suisse, chaque habitant a consommé en moyenne

plus de 51 kilos de viande (la moyenne mondiale se situant autour des 37 kilos par personne par an). Produire de la viande non seulement pollue et utilise de grandes quantités d'eau mais tarit également les ressources calorifiques mondiales puisque la moitié de la production céréalière sert à nourrir le bétail. Au total ce sont 30% des terres émergées qui sont dédiées aux fourrages animaux. « Cela représente environ le triple de la surface urbanisée de la planète, observe Augustin Fragnière, assistant diplômé à la Faculté des géosciences et de l'environnement. Si l'on arrivait à stabiliser la consommation de viande au niveau de l'an 2000, cela rendrait disponibles 400 millions de tonnes de céréales par an en 2050, de quoi nourrir 1,2 milliard d'individus! »

Un jour pour réfléchir

S'il y a une habitude à changer en faveur du climat et du partage des ressources, c'est donc bien celle de la consommation de viande.

Jacques Boesinger, étudiant de master en environnement à l'EPFL et chargé de l'organisation de la journée sans viande, a lui rédigé un travail académique sur le cycle de vie de l'EPFL montrant que la consommation de viande est l'impact le plus important sur l'environnement du campus. « Bien sûr qu'une seule journée sans viande ne va pas révolutionner les choses, mais nous espérons surtout sensibiliser les gens à cette problématique et leur montrer que leur comportement a un impact direct sur leur lieu de travail et d'étude. »

Le 20 mars 2014, aucune des cafétérias de l'UNIL et de l'EPFL ne proposera de plat contenant de la viande. Les sandwiches au jambon ou le poisson seront tout de même présents sur les rayonnages. « Les restaurateurs sont très sensibles sur ces points et ont peur des réactions de leurs clients. Nous essayons de ne brusquer personne tout en rappelant l'importance de nos habitudes alimentaires. » L'EPFL a déjà signé pour quatre journées sans

« LE CLIMAT ENTRE NOS MAINS »

Après une étude pilote lancée au Génopode avec quarante participants, le dicastère durabilité de l'UNIL veut profiter de la journée sans viande pour promouvoir un nouvel outil de calcul des émissions de CO₂ sur le campus. Le site du « climat entre nos mains », mis sur pied par *La Revue Durable*, permet actuellement à tout un chacun de faire son bilan d'émissions de gaz à effet de serre et d'obtenir des conseils personnalisés pour les réduire. L'UNIL souhaite adapter cet outil à sa communauté pour obtenir des statistiques sur les habitudes des étudiants et des collaborateurs et les faire bénéficier de conseils adaptés à leur environnement.

Par ailleurs, un bilan carbone complet de l'institution est en cours de réalisation. Il permettra de connaître les secteurs dans lesquels il est prioritaire d'agir (consommation de papier, alimentation, transport, etc.).

www.unil.ch/durabilite
www.leclimatentrenosmains.org

viande par année, alors que l'UNIL attend le résultat de la version-test du 20 mars pour décider de la suite. A Géopolis et à l'Unithèque, des membres d'Unipoly tiendront des stands pour expliquer leur démarche. Ils présenteront également un nouvel outil de calcul des émissions de CO₂ que le dicastère durabilité souhaite implanter à l'UNIL (*lire encadré*).

Liberté ou tyrannie du choix?

Reste que limiter la consommation de viande est un changement culturel important qui ne peut se mettre en place que lentement. Certains diront que ne pas pouvoir manger de la viande quand ils en ont envie limite leur liberté. Dans sa thèse intitulée *Ecologie et liberté: libéralisme versus républicanisme*, Augustin Fragnière présente des arguments pour répondre à ce genre de critiques.

« Notre société promeut des concepts d'économie libérale qui encensent la liberté de choix. J'ai travaillé à montrer qu'il existe des alternatives à cette conception de la liberté en utilisant les outils de la philosophie politique appliqués à l'écologie. » Pour exercer pleinement son libre arbitre, l'humain ressent le besoin d'avoir certains choix à disposition, mais ceux-ci se situent plutôt au niveau des choix de vie (quel métier je veux exercer, quelle formation je vais pouvoir suivre, où je vais vivre, etc.) que des choix de consommation. « On peut mener une vie réussie sans pouvoir

opter pour 4000 sortes de voitures différentes ou de yoghourts, ou consommer de la viande tous les jours. Une réduction raisonnable du nombre de choix est quelque chose de tolérable », estime le jeune chercheur, qui, outre sa thèse, signe en ce début d'année aux côtés du professeur Dominique Bourg *Une anthologie de la pensée écologique*.

Aujourd'hui, les ressources naturelles sur lesquelles s'est construite notre société de consommation s'épuisent rapidement. Les choix à disposition vont donc naturellement être limités, questionnant ainsi notre conception de la liberté. Si un certain nombre de solutions techniques peuvent venir soulager les tensions liées aux contraintes qui pèsent sur les ressources, Augustin Fragnière estime que ce ne sera pas suffisant. Un véritable changement de société s'impose. Le doctorant a donc investigué deux grands courants de la philosophie politique – le libéralisme et le républicanisme – qui investissent la liberté de valeurs différentes.

« Les climato-sceptiques et de nombreux lobbys industriels souhaitent empêcher les régulations en faveur de l'environnement au nom de la sacro-sainte liberté, mais il est important de rappeler qu'il n'en existe pas qu'une seule conception. On peut tout à fait réguler sans réduire nos libertés. » Il s'agit alors de réduire la liberté de choix, sur laquelle se base le

libéralisme, et non pas la liberté d'agent, notion fondamentale du républicanisme. Pour les libéraux, la liberté étant synonyme d'absence de contraintes intentionnelles et d'origine humaine, la loi est par nature liberticide. Ce qui introduit un biais important dès lors que l'on souhaite parler de régulation environnementale. Au contraire, pour les républicains, ce qui compte, c'est la liberté du sujet humain. La multiplicité de choix à disposition n'est pas au cœur du système, mais il s'agit d'être maître de ses actions sans être soumis à la domination d'autrui. Une loi issue d'un processus démocratique et qui œuvre pour le bien commun n'est donc en rien une limite de notre liberté. Au contraire, elle y contribue en garantissant des droits et en protégeant les individus contre la domination. Mais Augustin Fragnière prévient: « Un cadre républicain n'offre pas la garantie de prendre la bonne décision. Par contre, il permet au moins d'imaginer des régulations pour l'environnement qui ne soient pas considérées comme des atteintes à la liberté individuelle. » Reste à espérer que les prochaines grandes conférences sur le climat sauront s'inspirer de ces arguments pour instaurer un changement urgent des mentalités.

Pour continuer la réflexion

La philosophe et sociologue slovène Renata Salecl a exploré la question de l'excès de liberté de choix que promeut notre société dans son essai grand public *La tyrannie du choix* (2012). Elle invite à repenser cette idéologie dominante dans tous les domaines de la vie quotidienne (partenaire amoureux, profession, apparence, consommation ou mode de vie). « Le capitalisme a toujours joué sur notre sentiment d'insatisfaction, [...] aujourd'hui, l'idée de choix s'est radicalisée: il n'est rien dans la vie qui ne soit une affaire de décisions à prendre soigneusement afin de s'approcher de l'idéal de bonheur et d'accomplissement que la société promeut. [...] Il en résulte une frustration et un sentiment d'échec lorsque les choses nous échappent. Ce que nous prenons pour de la liberté en devient aliénation ».